

Brochure n° 3307

Convention collective nationale

IDCC : 2264. – **HOSPITALISATION PRIVÉE**

AVENANT N° 10 DU 18 JUIN 2007

À L'ANNEXE DU 10 DÉCEMBRE 2002

NOR : ASET0750873M

IDCC : 2264

Entre :

Le syndicat national des établissements et résidences privées pour personnes âgées (SYNERPA),

D'une part, et

La fédération des services de santé et des services de santé sociaux CFDT ;

La fédération française de la santé et de la médecine et de l'action sociale CFE-CGC ;

La fédération des personnels des services publics et de santé FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Au regard de l'évolution de la prise en charge des personnes âgées et des métiers du grand âge, le dispositif conventionnel défini à l'article 1^{er} de l'annexe EHPA du 10 décembre 2002 à la convention collective du 18 avril 2002, doit évoluer pour régir les rapports entre les employeurs et les salariés des entreprises ou organismes privés à caractère commercial qui apportent aux personnes âgées une assistance dans les actes essentiels de la vie quotidienne et dans les activités de la vie sociale et relationnelle, ou qui leur délivrent des prestations de soins.

L'annexe du 10 décembre 2002 sera désormais intitulée « Annexe régissant les entreprises à caractère commercial de services et d'hébergement à l'intention des personnes âgées ».

Article 2

Le champ d'application défini à l'article 1^{er} est modifié pour inclure les activités suivantes :

- les entreprises ou organismes privés à caractère commercial qui concourent à la coordination et/ou à la délivrance de prestations de services à domicile ou à partir du domicile, et relevant, soit de l'agrément qualité visé par l'article L. 129-1 du code du travail, soit de l'autorisation visée par l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles ;
- les entreprises ou organismes privés à caractère commercial qui concourent à la coordination et/ou à la délivrance de prestations de soins à domicile conformément à l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles.

A l'exception de celles qui appliquent à titre obligatoire un autre accord ou convention collectifs étendus.

Article 2

Date d'effet

Le présent avenant s'appliquera au premier jour du mois qui suit la publication de l'arrêté d'extension.

Son extension sera demandée par la partie la plus diligente.

Fait à Paris, le 18 juin 2007.

(Suivent les signatures.)